

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 2 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHAUSSON MATERIAUX - ELOSBOIS

ZONE ARTISANALE DU BOIS
19300 Égletons

Références : 2026-02-02 UiD192026-0013r georisques
Code AIOT : 0006002670

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement CHAUSSON MATERIAUX - ELOSBOIS implanté ZONE ARTISANALE DU BOIS 19300 Égletons. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAUSSON MATERIAUX site 1 EX. TBN 19
- ZONE ARTISANALE DU BOIS 19300 Égletons
- Code AIOT : 0006002670
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHAUSSON exploite des installations de stockage, de travail et de traitement de bois. Le site est soumis à autorisation et les installations sont régies par les exigences de l'arrêté préfectoral du 24 mars 2009 ainsi que celles de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 (meilleures techniques disponibles européennes en matière de traitement du bois).

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Équipement sous pression
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets d'eau de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 4.3.1 et 9.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Émissions de composés organiques volatils	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 6 et 11.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
12	Prévention et réduction des émissions de produits chimiques de traitement	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 8.3	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 6.2.1, 6.2.2 et 9.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Utilisation efficace des ressources	Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 9.2.4	/	Sans objet
7	Vérification installation électrique	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 7.5.2	/	Sans objet
8	Vérification entretien des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 7.5.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Incident ou Accident	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 2.5.1	/	Sans objet
10	Zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 7.3.6	/	Sans objet
11	États des stocks des produits de préservation	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 8.3.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certains constats nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 6.2.1, 6.2.2 et 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16 février 2025
Prescription contrôlée : Périodicité de contrôle et respect des seuils
Constats : À la suite de l'inspection du 11 décembre 2025 et de l'examen du dernier rapport de mesures des émissions sonores, signé le 7 novembre 2025, dont les conclusions sont favorables tant en limite de propriété qu'en zones à émergence réglementée, il ressort que, d'un point de vue réglementaire, les installations de la société CHAUSSON fonctionnent en période diurne. Lors de l'inspection, l'exploitant avait toutefois indiqué une activité le vendredi à partir de 6 h, horaire situé en dehors des périodes de contrôle couvertes par le dernier rapport de mesures acoustiques. Depuis lors, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courrier recommandé avec accusé de réception n° 2 C 186 572 83 660, une confirmation selon laquelle les installations ne fonctionnent plus en période nocturne, soit entre 22 h et 7 h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets d'eau de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 4.3.1 et 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 16 juillet 2025
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites
<p>Constats : L'exploitant a transmis le dernier rapport de surveillance de la qualité des eaux de surface, en date du 2 décembre 2025, relatif à la campagne de mesures réalisée en septembre 2025. Il est précisé que la recherche de biocides n'a pas été réalisée dans le cadre de cette campagne.</p> <p>La précédente campagne de prélèvements, réalisée en mars 2024, avait mis en évidence une détection de biocides (propiconazole et tébuconazole) à une concentration de 40 µg/L au point de rejet 1B. À la suite de ces résultats, l'Inspection avait demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none">• procéder au nettoyage complet du séparateur d'hydrocarbures ;• mettre à jour les plans des réseaux enterrés connectés à ce point de rejet. <p>En réponse à ces demandes, l'exploitant a indiqué, par courrier du 25 juin 2025, que l'équipement initialement identifié comme un séparateur d'hydrocarbures correspond en réalité à une fosse septique. Le rapport d'intervention n° 19043442.1.1 du 22 janvier 2025, relatif au nettoyage de cette fosse septique, a été transmis à l'Inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a procédé à la mise à jour des plans des réseaux du site. Les justificatifs (devis pour neutralisation de la cuve et 6 m3 de béton - photos de réalisation) attestant de la réalisation de la condamnation de la fosse ont été consultés en inspection. Les actions mises en œuvre par l'exploitant ont permis de rendre l'aire de lavage indépendante et sans lien avec les autres réseaux du site ni avec le point de rejet 1B.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors de la prochaine campagne de prélèvements, les recherches de biocides devront être réalisées afin de vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Système de management environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 16 février 2025
Prescription contrôlée : Rédaction et mise en œuvre du système
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection un système de management environnemental (SME) formalisé par courrier recommandé n° 2C 186 572 83 660. Toutefois, il ressort des éléments recueillis lors de l'inspection que ce système n'est pas effectivement mis en œuvre sur le site, notamment en ce qui concerne son appropriation par le personnel et le suivi des actions prévues. En l'absence de mise en œuvre effective, ce système ne permet pas, à ce stade, de garantir une gestion environnementale conforme aux objectifs attendus. L'exploitant indique, lors de l'inspection, avoir connu des mouvements de personnel ayant entraîné des difficultés dans la mise en œuvre du SME. Il précise également qu'une réflexion est en cours, notamment sur les indicateurs de performance, afin de les rendre plus pertinents.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre de manière effective le système de management environnemental, en veillant à son déploiement opérationnel, à la traçabilité des actions et au suivi des indicateurs associés. L'exploitant doit finaliser son SME et le transmettre, dans un délai de quatre mois, ainsi que le premier rapport d'audit interne relatif aux indicateurs de performance. Le suivi du SME fera l'objet d'une vérification spécifique lors d'un prochain contrôle, prévu mi-2026, afin d'évaluer l'effectivité et la pérennité de la démarche de management environnemental.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Utilisation efficace des ressources

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation efficace des ressources
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 16 février 2025
Prescription contrôlée : Contrôle de l'humidité des bois et respect des spécifications du fournisseur de biocides.
Constats : Dans le courrier transmis en date du 28 février 2025, l'exploitant indique avoir mis en œuvre une surveillance hebdomadaire du taux de dilution (mesure au réfractomètre) ainsi que l'enregistrement de ces opérations sur les fiches de suivi des bacs. Le jour de l'inspection, un contrôle du taux de dilution des deux bacs de traitement a été réalisé ; les résultats se sont révélés conformes aux valeurs attendues. La présence des fiches de suivi des bacs n°1 et n°2, dûment complétées, a été constatée. Par ailleurs, une vérification du taux d'humidité du bois, stocké sur chariot dans l'attente de son passage en autoclave, a également été effectuée et s'est révélée satisfaisante. Ce point n'appelle pas de remarque particulière de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Émissions de composés organiques volatils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 6 et 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des émissions de composés organiques volatils
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16 juillet 2025
Prescription contrôlée : Maîtrise des émissions de composés organiques volatils
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose sur le site de plusieurs cuves dans lesquelles il stocke en vrac le produit de traitement utilisé dans les trois autoclaves présents sur le site. Le produit utilisé est composé en grande partie de solvants, notamment de monoéthanolamine, représentant plus de 30 % de la masse du produit.</p> <p>À la suite de l'inspection précédente du 11/12/2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courrier recommandé daté du 25 juin 2025, un document de son fournisseur relatif au classement du produit biocide. Malgré cet argumentaire, il convient de considérer que les produits de traitement du bois contiennent une part de composés organiques volatils (COV) et sont utilisés dilués dans l'eau. Ainsi, ils sont bien à base solvantée, en conséquence, l'article 14 de l'arrêté ministériel (AM) du 28/06/2021 est applicable, cet article faisant référence à l'AM du 13 décembre 2019 (directive solvant).</p> <p>L'exploitant a fourni lors de l'inspection un rapport daté du 10 octobre 2025 relatif aux mesures de diffusion réalisées le 20/08/2025. Les résultats en COV totaux diffus sont notamment les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du bâtiment 2 (2 autoclaves) : 316 µg/m³ ; - au niveau du bâtiment 7 (1 autoclave) : 1 055 µg/m³ ; - au niveau de la cuve du bâtiment 2 : 278 µg/m³ ; - au niveau de la cuve du bâtiment 7 : 333 µg/m³. <p>Les conditions de fonctionnement au moment des mesures ne sont pas précisées dans ce rapport. L'exploitant devra indiquer à l'Inspection les conditions pendant lesquelles les mesures ont été effectuées (cycle d'autoclave en cours, phase d'égouttage couverte par les mesures, fonctionnement simultané des équipements, etc.). En effet, celles-ci doivent être représentatives d'un fonctionnement dans les conditions normales.</p> <p>Étant donné que l'exploitant utilise des produits à base solvantée, l'article 14 de l'AM du 28/06/2021 est applicable, avec référence à l'AM du 13 décembre 2019 (directive solvant).</p> <p>L'exploitant indique pour l'année 2024, une consommation de solvant de 16 tonnes . L'exploitant doit également ajouter la quantité consommée pour le SARPALO. La consommation de solvant doit aussi être transmise à l'Inspection sur l'année 2025.</p> <p>De plus l'exploitant doit mener des investigations afin d'identifier les équipements responsables des émissions diffuses et mettre en place des solutions visant à les réduire au maximum, telles que le bon entretien des appareils et équipements ; la collecte des gaz émis, le cas échéant.</p> <p>Enfin, depuis la précédente inspection, le plan de gestion des solvants n'a toujours pas été transmis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre et/ou transmettre, dans un délai de quatre mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la réalisation d'un plan de gestion des solvants ; – la description des conditions dans lesquelles ont été effectuées les mesures des rejets atmosphériques et les mesures de diffusion ; – la prise en compte des MTD applicables aux produits à base de solvants. <p>Le calcul de la consommation annuelle de solvants devra également intégrer le SARPALO ; l'exploitant transmettra la quantité réévaluée à l'Inspection (2024 et 2025).</p>

Par ailleurs, l'exploitant est invité à mettre en place des mesures visant à réduire les émissions de COV autant que possible, en veillant notamment au bon entretien des appareils et équipements, ainsi qu'à la collecte effective des gaz émis, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements , les paramètres mesurés et les valeurs limites.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les deux derniers rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines. La campagne en hautes eaux a été réalisée en avril 2025 et celle dite de basse eau en septembre 2025.</p> <p>Le rapport signé le 2 décembre 2025, portant sur la campagne de septembre 2025, indique la présence de molécules biocides, à savoir le tébuconazole et le propiconazole, sur certains piézomètres, avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au piézomètre 2 : des concentrations en tébuconazole et propiconazole respectivement égales à 12 µg/L et 11 µg/L ; - au piézomètre 3 : des concentrations en tébuconazole et propiconazole respectivement égales à 5,6 µg/L et 12 µg/L. <p>Les concentrations mesurées lors de ces deux dernières campagnes de 2025 sont cependant en baisse notable par rapport à celles des campagnes de surveillance des années précédentes, avec par exemple 43 µg/L de tébuconazole et 57 µg/L de propiconazole pour le piézomètre 3 en 2022. L'exploitant doit poursuivre la surveillance semestrielle des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installation électrique
Prescription contrôlée : Respect périodicité de la vérification des installations électriques et de leur entretien.
<p>Constats : L'exploitant a transmis, préalablement à l'inspection, le compte rendu de vérification des installations électriques (Q18).</p> <p>La vérification a été réalisée du 17 au 18 septembre 2025, avec une coupure totale de l'alimentation électrique et le contrôle de l'ensemble des installations.</p> <p>Le rapport de vérification conclut que l'état des installations électriques ne présente pas de risques d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification entretien des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification entretien des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Vérification de l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier rapport de vérification des extincteurs et des robinets d'incendie armés (RIA), ainsi que les opérations de maintenance effectuées. L'Inspection n'a pas de remarque sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Incident ou Accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou Accident
Prescription contrôlée : Vérification de l'absence d'incident ou accident
Constats : L'exploitant déclare ne pas avoir eu d'incident ou d'accident en 2025 de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement. Il est porté à la connaissance de l'exploitant qu'à compter du 1er janvier 2026, toute déclaration d'accident ou d'incident survenu au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) devra être effectuée exclusivement par voie dématérialisée, via le téléservice accessible à l'adresse suivante : https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939 .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 7.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Zones de dangers
Prescription contrôlée : Vérification concordance des zones identifiées avec le terrain
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les zones de danger identifiées correspondent à la configuration du site et qu'aucun écart n'a été relevé concernant les bâtiments 2, 3, 5 et 7.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : États des stocks des produits de préservation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 8.3.9
Thème(s) : Produits chimiques, États des stocks des produits de préservation
Prescription contrôlée : Vérification de la présence d'un état des stocks à jour.
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection l'état des stocks au 7 décembre 2025. Les quantités déclarées sont les suivantes : - Tanalith : Bâtiment 2 : 13 500 litres / Bâtiment 7 : 18 500 litres Soit un volume total de 32 000 litres ; - Tanatone : Bâtiment 7 : 4 339 litres ; - Tanagard : Bâtiment 2 : 450 litres / Bâtiment 7 : 1 338 litres Soit un volume total de 1 788 litres ; - Sarpalo 860 avec antimousse : Bâtiment 2 : 300 litres ; - Sarpalo 860 : Bâtiment 3 : 1 000 litres. De plus, le jour de la visite, le fichier de suivi des stocks a été consulté. L'exploitant déclare procéder à une mise à jour hebdomadaire de ce suivi. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Prévention et réduction des émissions de produits chimiques de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/06/2021, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, procédés sous pression
Prescription contrôlée : Les procédures misent en œuvre par l'exploitant afin de respecter cette prescription.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le déroulement d'un cycle de traitement dans les autoclaves. Après fermeture de la porte de l'autoclave, une première phase de mise sous vide est réalisée afin d'extraire l'air contenu dans le bois. L'autoclave est ensuite rempli par la solution de traitement jusqu'à remplissage complet. Une seconde phase de mise en pression est alors engagée et maintenue selon un cycle adapté au type de bois traité. Après retour à la pression atmosphérique, l'autoclave est vidé de la solution non absorbée. Enfin, une dernière phase de mise sous vide permet la récupération de l'excédent de solution de traitement. L'autoclave n°3 est équipé de portes automatiques verrouillées par des vérins hydrauliques. Les autoclaves n°1 et n°2 disposent également de systèmes de verrouillage par vérins hydrauliques ; toutefois, l'ouverture et la fermeture des portes s'effectuent manuellement. Des capteurs permettent de vérifier la bonne mise en place des portes et des anneaux de verrouillage. Les autoclaves sont par ailleurs équipés d'un automate assurant les vérifications préalables avant le démarrage de chaque cycle. Lors de l'inspection, il a été constaté que chacun des trois autoclaves du site est équipé d'une soupape de sécurité, dont le rejet est dirigé vers un réservoir situé en surplomb des équipements. L'installation de ces soupapes a été réalisée le 25 février 2025. L'exploitant a indiqué qu'aucune vérification ni opération de maintenance n'était prévue à ce jour, compte tenu de leur installation récente. Toutefois, l'arrêté préfectoral susvisé prévoit que les soupapes de sécurité doivent faire l'objet d'une inspection au minimum tous les six mois, visant notamment à détecter d'éventuels signes de corrosion, de contamination ou de montage incorrect. Elles doivent, le cas échéant, être nettoyées et/ou réparées en tant que de besoin.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que ces autoclaves ne sont soumis ni à contrôle périodique ni à requalification périodique. Il a transmis à l'Inspection un courriel précisant que ces équipements sont classés en catégorie de risque I au sens de la directive 2014/68/UE relative aux équipements sous pression (PED). Cette classification ne permet toutefois pas, à elle seule, d'établir si les autoclaves sont soumis aux prescriptions de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des réceptifs à pression.

Afin de vérifier si les équipements concernés (autoclaves) sont effectivement soumis ou non à contrôle périodique et/ou à requalification périodique, il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments suivants : les déclarations UE de conformité des équipements , les notices d'instruction correspondantes ; les photographies des plaques signalétiques ; et les caractéristiques des équipements sous pression, notamment la pression de service maximale (PS), le volume , la nature du fluide et la date de mise en service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place cette surveillance visuelle sous 1 mois, conserver une trace des contrôles effectués ainsi que de leur suivi éventuel, et tenir ces informations à la disposition de l'Inspection des installations classées.

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, les déclarations de conformité des équipements, les notices d'instruction et une photo des plaques et les caractéristiques de chaque équipement pression de service (PS), volume (V) , fluide et les dates de mise en service.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois